Domaine Public DP

858

J.A. 1000 Lausanne 1 2 avril 1987
Hebdomadaire romand Vingt-quatrième année

320 millions d'Européens, et nous, et nous, et nous ...

A l'heure où la Communauté européenne célèbre les 30 ans du Traité de Rome, l'attention se fixe déjà sur l'avènement du grand marché intérieur en 1992. Par cette expression, on désigne l'étape décisive où doivent être abolies les frontières intérieures mises à la libre circulation des biens, des capitaux et des hommes.

On veut bien croire que l'uniformisation de la fiscalité indirecte et le libre accès aux marchés financiers ne sera pas sans effet perceptible pour l'homme de la rue ; mais que dire de la liberté d'établissement garantie aux 320 millions de citoyens de la Communauté, du Portugal au Danemark, de la Grèce à la Grande-Bretagne ? Et comment ne pas reconnaître le souffle de l'idée fédéraliste, tel qu'il s'est déjà manifesté au dix-huitième siècle, aux Etats-Unis, et au dix-neuvième siècle, en Suisse (si l'on peut se permettre de poser ainsi une égalité entre l'infiniment grand et l'infiniment petit ?)

Alors déjà, le point de départ fut économique et commercial (nécessité de définir des règles communes, de disposer d'une monnaie forte, de faciliter les échanges). Ce matérialisme ne doit pas être méprisé ; c'est lui qui a conduit à désenchaîner l'homme du sol natal. Un rappel historique qui ne rend que plus ironique le mouvement actuel de la droite économique vers le "moins d'Etat" et le cantonalisme le plus étroit.

Mouvement de population, brassage de population, émigration, immigration - à l'intérieur de la Communauté, il faut le préciser - avec une difficulté accrue pour les outsiders. Comment la Suisse, avec sa rigoureuse politique de stabilisation de la main-d'oeuvre étrangère et son statut du saisonnier, pourra-t-elle se situer dans un tel contexte ? De ce point de vue, l'Europe a du courage car la question se pose désormais dans des termes tout différents des Etats-Unis (continent

à coloniser) ou de la Suisse des origines. Et pourtant que de problèmes à résoudre ! Cela ne fait pas si longtemps que les assistés sociaux ne sont plus renvoyés dans leur canton d'origine mais pris en charge à leur lieu de domicile, et le Tribunal fédéral admet toujours une inégalité dans les prestations publiques (logement, Hôpital ou Université, par exemple) selon que l'on est domicilié depuis plus ou moins longtemps sur place (c'est-à-dire que l'on a d'abord contribué à la richesse commune par ses impôts ou non).

Le libre établissement généralisé a la séduction de l'utopie ("Je vis où je veux" revendique SOS Racisme, dans le même souffle que "J'aime qui je veux" et "Du travail, je veux") en même temps qu'il fait le cauchemar des aménagistes. Les migrations obéissent peut-être à des courants trop profonds pour être maîtrisés par des décisions politiques, mais alors faut-il se résigner au dépeuplement ici, à l'hypertrophie là ? Et pourtant l'idée que l'Etat décide si j'ai le droit d'aller habiter à tel ou tel endroit pourrait bien devenir aussi insupportable que la censure préalable ou tant d'autres manifestations d'un absolutisme aujourd'hui oublié. La politique économique devra se trouver des instruments de régulation plus fins et plus respectueux de la dignité humaine.

Aujourd'hui insolemment prospère, la Suisse a connu la pauvreté et l'émigration des meilleurs de ses enfants. L'avenir n'est nullement certain. Isolée de l'Europe, la Suisse peut connaître le sort de l'île d'Antigua, cette forteresse dorée pour riches vieillards aux portes des Etats-Unis, ou pire encore. Dans l'Europe, elle perd à coup sûr son autonomie, mais celle-ci n'est pas une fin en soi. L'Europe, c'est peut-être le nouveau nom de l'idéal suisse à l'aube du troisième millénaire.

Le revers de la médaille

■ (*mam*) "Les hôtels et restaurants de Genève tiennent une place importante dans l'économie du canton et comptent beaucoup pour son image de marque à l'étranger, [...] pourtant ce secteur, s'il est en bonne santé du point de vue économique, a mal à ses conditions de travail". Ainsi débute le petit livre rouge publié en juin 86 par le syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs (SIT) à Genève. Sept mois après, qu'est-ce qui a changé ? Le sombre tableau dressé en son temps par le SIT correspond-il toujours à la réalité ?

L'hôtellerie et la restauration genevoises emploient environ 13 000 personnes dont 75% sont des immigrés. S'y ajoutent les clandestins (3000 selon les estimations du SIT), qui portent le total à 16 000, dont plus de la moitié au bénéfice d'un permis A, B, F (frontaliers) ou sans permis du tout. Au total, 56 % de travailleurs à statut précaire.

Il n'y a plus de saisons

Première irrégularité "de fait" dénoncée par le SIT : le maintien du statut de saisonnier ne répond à aucune nécessité réelle. Genève n'est ni une station d'été ni une station d'hiver, et son équipement hôtelier tourne pratiquement à plein rendement pendant douze mois. Le fort contingent de saisonniers est donc maintenu "artificiellement" pour répondre à la demande du secteur en personnel déqualifié.

C'est naturellement dans ces catégories d'employés que les violations de la convention collective (CCNT) sont les plus fréquentes. Les horaires de travail prévus par la CCNT sont particulièrement élevés (de 44 à 50 heures par semaine selon les catégories de personnel). Le SIT estime que malgré cela, pas moins de 2,5 millions d'heures supplémentaires sont effectuées chaque année gratuitement.

S'y ajoutent les bas salaires, les licenciements abusifs, le non-respect des jours de congé et, dans certains cas extrêmes, les mauvais traitements, les coups et blessures et autres affaires sordides qui se terminent parfois devant la justice pénale.

Pourtant, tant du côté syndical que du côté patronal, on admet que Genève jouit d'un statut privilégié.

Plutôt moins mal payés que les autres

Le salaire minimum, en effet, y est en moyenne plus élevé d'environ 300 francs que dans le reste du pays. Cela revient à dire que le travailleur se situant tout au bas de l'échelle, un casseroier portugais ou yougoslave qui ne parle pas le français, gagnera en principe 2170 frs brut. Ailleurs en Suisse, Zurich excepté, il n'est pas rare de voir ces employés avec des salaires de 1600 frs. Selon M. Michel Jordan, président du syndicat patronal des cafetiers, restaurateurs et hôteliers, la masse salariale distribuée par la branche sur l'ensemble du canton est passée de 124 à 240 millions entre 1980 et 1986, alors que le nombre d'employés a augmenté de 25 % seulement.

Genève est un des seuls cantons où les salaires sont renégociés chaque année entre le patronat et les trois organisations syndicales.

Violations quasi-quotidiennes

Alors de quoi se plaint-on ? Jean-Claude Vuilletty, secrétaire à la fédération du commerce, du textile et de l'alimentation (FCTA), qui regroupe un millier de membres dans l'hôtellerie, enregistre 3 à 4 violations hebdomadaires de la convention collective. Ce sont souvent des cas mineurs ; une grosse affaire comme celle du Cheval Blanc à Chêne-Bourg - qui avait fait les manchettes des journaux et s'est terminée par une condamnation de la justice pénale - ne doit pas faire oublier le véritable travail de fourmis qu'accomplissent les syndicats. M. Vuilletty adhère au constat dressé par le SIT, les deux syndicats s'accordent pour dire que, contrairement à ce qu'on affirme du côté patronal, ce ne sont pas quelques "moutons noirs" qui violent la CCNT mais un véritable troupeau.

Car il est bien évident que les cas portés à la connaissance de la justice, ou simplement du syndicat, ne représentent pas l'ensemble des irrégularités effectives. Les problèmes semblent surgir principalement dans

LES FORCES EN PRESENCE

160 hôtels et 1200 cafés-restaurants et bars quadrillent le territoire genevois.

Ils emploient environ 16 000 personnes (y compris les clandestins), soit 5,8 % de la population active du canton dont 75% d'étrangers.

● Le syndicat patronal des cafetiers, restaurateurs et hôteliers regroupe environ 1000 membres. Il est partie contractante de la convention collective nationale de travail (CCNT), avec pour seul partenaire

● L'Union Helvetia, association corporatiste plus que syndicat, qui représente et défend avant tout les employés qualifiés et de nationalité suisse.

Les deux autres syndicats de la

branche, admis uniquement aux négociations salariales annuelles et à la commission paritaire en train de se mettre en place sont

● La FCTA, qui s'occupe également du commerce de détail et des transporteurs routiers. Elle regroupe environ 1000 membres dans l'hôtellerie

● Le SIT, ancienne fédération des syndicats chrétiens, dont la très active section hôtellerie-restauration compte environ 800 membres.

Comme on le voit, le taux de syndicalisation est particulièrement faible, ce qui n'a rien d'étonnant dans un secteur du tertiaire comprenant un si grand nombre de petites entreprises et de travailleurs à statut précaire.

les petits établissements. M. Jordan fournit une explication originale du phénomène : "La plupart de ces gens sont de très nouveaux patrons, qui ont été longtemps des employés. Vous avez ce phénomène aberrant du type qui devient patron, oublie complètement ses conditions de travailleur et se montre dès lors extrêmement dur avec ses anciens collègues". Malgré cela, le président du syndicat patronal ne nie pas que certains grands hôtels "continuent de faire valoir le prestige du certificat de travail qu'ils délivrent plutôt que des salaires convenables".

Quels contrôles ?

Quel est le poids de l'inspection cantonale du travail ou de l'office de contrôle de la CCNT à Bâle ? Pour Jean-Claude Vuilletty, la pratique de ces organes de surveillance se résume en un seul mot : "laxiste". Même constat de la part d'Ueli Leuenberger, secrétaire SIT, qui considère l'inspection du travail comme un partenaire

avec qui la collaboration devrait être renforcée. "Hélas, ils manquent cruellement de moyens ; on nous dit toujours que s'ils devaient visiter systématiquement toutes les entreprises genevoises, chaque patron les verrait une fois tous les neuf ans et demi. Ils ne nous communiquent même pas les résultats de leurs enquêtes".

Quant à l'office de contrôle bâlois, il n'intervient que sur plainte et dispose de trois inspecteurs pour toute la Suisse ! "Nous sommes un peu surchargés", nous a-t-on avoué à Bâle, "mais nous pensons augmenter bientôt nos effectifs. Il y a 23 000 patrons d'hôtellerie en Suisse et nous pensons que les brebis galeuses ne représentent qu'une minorité, il n'y en a ni plus ni moins à Genève qu'ailleurs". Dont acte.

Pas sortis de l'auberge

Situation bloquée ? Si les dirigeants syndicaux sont plutôt pessimistes,

un début de solution pourrait être trouvé dans le cadre de la nouvelle commission paritaire consultative regroupant le patronat, la FCTA, le SIT et l'Union Helvetia, seule représentante des travailleurs admise à signer la convention collective (voir encadré). M. Jordan, qui revendique la paternité de cette idée, rappelle que de telles commissions ont existé avant l'instauration de la CCNT. Son rôle serait de tenter de régler les conflits à l'amiable afin de ne pas surcharger le tribunal des prud'hommes. Côté syndical, on est plutôt prudent : la première réunion n'a pas donné grand-chose et on ne pense pas se revoir avant l'automne.

Verra-t-on le "welcome to Geneva" s'adresser un jour non seulement aux clients fortunés des grands hôtels, mais également aux plongeurs, casseroiliers et femmes de chambre qui débarquent de leur Portugal ou de leur Yougoslavie natale, attirés par la prospérité helvétique ? Il y a encore du travail.

Elections - un style nouveau

■ (jd) Le *Tages Anzeiger* offre aux candidats au Conseil d'Etat zurichois l'occasion de se présenter. Elmar Ledergerber, candidat socialiste, attire l'attention du lecteur par sa liberté de ton. Cet historien-économiste de 43 ans, copropriétaire d'un bureau de planification et expert des problèmes énergétiques et écologiques, se sent bien dans sa peau : à mi-parcours de sa vie active, il a le sentiment de savoir à peu près qui il est, ce qu'il veut et quelles sont ses possibilités. Il avoue retirer peu de plaisir du rituel électoral ; les qualités requises pour un politicien - capacité d'adaptation, sens tactique, maîtrise des sentiments, peau d'éléphant - ne sont pas celles qu'il préfère ... et que ses amis préfèrent chez lui. Il attache plus d'importance à la compétence, au courage, à la ténacité, à l'esprit d'initiative et à l'imagination. Quinze ans durant, il a étudié les problèmes qui sont aujourd'hui à la une de l'actualité : maîtrise de la croissance, harmonisation de l'économie et de l'environnement, développement de la justice sociale en améliorant la qualité de la vie. Il se déclare prêt maintenant à passer à l'action. Et, bien que la politique soit un mal nécessaire - Peter Bichsel disait récemment dans une interview qu'il imaginait que c'est une somme de défauts qui fait d'un homme un politicien -, il pense pouvoir remplir son mandat avec plaisir.

Plaisir et compétence, un couple peu fréquent dans le monde politique. La liberté de ton ne semble pas effrayer puisque plusieurs politiciens bourgeois figurent dans le comité de soutien à sa candidature.

Votations - la valeur des consignes

■ (cjp) Dans quelle mesure les consignes de vote des partis politiques sont-elles suivies par les citoyens ? C'est ce qu'a voulu savoir le *Tages Anzeiger*, dans une analyse publiée récemment, qui porte sur trente-trois scrutins cantonaux zurichois.

Les résultats n'ont rien de très étonnant, mais ils fournissent néanmoins quelques indications intéressantes. C'est ainsi que la formation qui a été le plus souvent suivie par les citoyens est le parti évangélique, avec 87,5 % de concordance, soit un score nettement disproportionné avec sa représentation au Grand Conseil. A l'autre extrême, les organisations progressistes (POCH) ont vu le verdict populaire sanctionner leur avis dans 15 votations contre 17 cas de discordance. Les partis gouvernementaux sont à peine mieux lotis puisque l'UDC enregistre 14 cas de discordance, socialistes et radicaux s'étant "trompés" 12 fois. Le PDC et l'Alliance des indépendants, avec respectivement 7 et 6 votes contre leurs consignes, semblent avoir mieux senti d'où soufflait le vent.

On remarque que les alliances bourgeoises traditionnelles ont en règle générale plus de chances de l'emporter que les recommandations de la gauche, ce qui n'a rien d'une révélation. Par contre, les mots d'ordre UDC, PDC et radicaux n'ont en général pas été suivis sur des questions touchant à l'environnement, au sens large. La gauche, pour sa part, se voit minorisée surtout sur des sujets comme l'urbanisme, les finances et la politique sociale.

Willy Brandt, la stature

■ (ag) Willy Brandt quitte la présidence du parti socialiste allemand dans la rumeur des gazetiers, sur un air d'opérette, la belle Hellène. L'anecdote est sans importance. Qui a moralisé quand Herbert von Karajan a voulu, philharmoniquement, imposer une blonde violoniste au grand orchestre de Berlin ?

De plain-pied avec l'histoire

Brandt n'a pas tracé pour le socialisme de nouvelles voies théoriques. Le temps qui était le sien n'était pas au loisir philosophique. Mais il a eu la capacité extraordinaire, faite d'engagement, de décision, de force, de vitalité, de pouvoir de conviction, d'être, sur tous les fronts essentiels, dans le camp de la liberté. Peu d'hommes contemporains ont vécu, à sa mesure, de plain-pied avec l'histoire.

On aime retenir de lui des gestes inspirés, tel cet agenouillement, dans la brume du matin du 7 décembre 1970, devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie ; tel, à Jérusalem, avant le recueillement au Yad Vachem, cette phrase étranglée d'émotion "ce qui a été fait ne peut être défait".

Si ce geste ou cette phrase ont pu, sans être suspects de théâtralité, prendre toute leur force symbolique, c'est que W. Brandt avait l'autorité naturelle d'un acteur de notre histoire.

Il y eut aussi, calculés, les gestes politiques. A Varsovie, Brandt signe le traité germano-polonais, qui affirmait l'inviolabilité de la ligne Oder-Neisse, désamorçant l'idée d'une Allemagne revancharde, rêvant de la reconquête des provinces perdues ; il franchit de même la frontière de la RDA pour serrer la main à Erfurt du premier ministre Willi (sans y) Stoph. Construction de l'Europe et Ostpolitik. L'ancien maire de Berlin, le compagnon de Reuter, lors du

blocus de la ville, pouvait mener cette politique de détente sans compromission.

L'apprentissage

Ce sens de l'histoire, Brandt le tenait de son socialisme, vécu en militant. Il a, dans un autoportrait, évoqué quelques souvenirs de son enfance, pauvre, à Lübeck, ville hanséatique, non prussienne, aux fortes traditions de liberté.

L'apprentissage pratique avec son grand-père, ouvrier de fabrique, de la sociale-démocratie allemande. Référence était faite plus particulièrement à Bebel et Lassale (soucieux l'un et l'autre de l'émancipation des femmes, est-ce un hasard ?) Le grand-père, chauffeur de camion à l'entreprise Draeger-Werke participe vers 1920 à une grève dure, suivie, en répression patronale, d'un lock-out. La nourriture se faisait rare. Brandt, flânant devant une boulangerie, se vit offrir deux miches de pain par un homme qu'il connaissait de vue, un des patrons des Draeger-Werke. Il ramena son cadeau triomphalement à la maison. Colère du grand-père, qui exigea qu'il rapportât immédiatement ses pains : on n'acceptait pas dans de telles circonstances l'aumône patronale !

Histoire édifiante, comme dans un roman du XIX^e. Mais, de fait et sans littérature, ancrage profond d'un destin historique.

Quand, après son exil en Norvège et son retour en Allemagne, à Berlin, dans la clandestinité, Willy Brandt se rendit en 1937 à Barcelone (il ne combattit pas sur le front), les divisions de la gauche, la cynique mainmise stalinienne sur la république le poussèrent à écrire lucidement sur ces dangers. Lui qui avait fui Hitler fut dénoncé par les communistes comme agent de Franco et espion de la Gestapo. Hitler et Staline le connaissaient, avant même qu'éclate la guerre qui allait le contraindre à s'exiler de sa deuxième patrie, la Nor-

vège ; exil au carré. En 1937 déjà, à vingt-quatre ans, l'apprentissage politique était achevé.

Quand, en mai 1974, Willy Brandt, premier Chancelier socialiste allemand depuis la république de Weimar, dut démissionner après le scandale de l'affaire Guillaume et la révélation de la pénétration de l'espionnage est-allemand dans son proche entourage - limites de l'Ostpolitik - ce départ décevant marquait la fin d'une époque. L'Allemagne était à la veille de la récession de 1975, aux prises avec le terrorisme, mais à nouveau sûre d'elle. L'efficacité l'emportait sur l'inspiration historique. Helmut Schmidt prenait le relais.

Nord-Sud

La présidence de la Commission indépendante sur les problèmes de développement international fut aussi son grand'oeuvre qui aboutit au gigantesque rapport *Nord-Sud : un programme de survie* (1).

La commission siégea longuement au Mont-Pélerin sur Vevey. Ce devait être en 1979. Elle groupait de grands noms de la politique mondiale et européenne à qui l'opposition ou l'abandon du pouvoir laissait assez de temps libre pour ce genre de travaux. Le canton de Vaud avait été choisi pour son climat tempéré. Brandt, à la suite d'une alerte cardiaque, n'aurait pas supporté la chaleur d'Arabie où la session était primitivement prévue.

Il avait donc fallu présenter les salutations respectueuses des autorités cantonales et communales. Je me souviens de Heath, de Palme, d'Eduardo Frei, de Pisani ; l'autorité de Brandt apparaissait devant tous incontestée. Il avait su imposer d'ailleurs des méthodes de travail originales. Par exemple le procès-verbal des séances était fidèlement tenu, bien sûr, mais sans qu'y figure le nom de l'intervenant. Toute tentation de poser pour l'histoire, ou son public ou ses répondants, était de la sorte sinon abolie, du moins atténuée. Brandt, avec son énergie, avait profité du repas pour donner la

(1) Publié en traduction française. Gallimard 1980. Coll. Idées, no 429

parole à un représentant des Nations Unies dont une commission travaillait en parallèle. Je me souviens aussi de cette belle jeune femme qui, voulant s'adresser à lui sans l'obliger à se lever et sans lui parler de haut, s'était mise à genoux, par politesse, par hommage, par promesse, que sais-je, mais ce n'était perçu ni comme une pose, ni comme une provocation.

Mitterrand, à cette époque, avait évoqué une rencontre sur le Rhin avec Willy Brandt, parlant d'une sorte de communion d'esprit ou d'entente, sans phrases. J'avais cité cet article à Brandt, surtout pour percevoir sa réaction sur l'élaboration du Programme commun, mais il était resté très prudent. J'ai recherché ce texte et n'ai pu le retrouver. Mais feuilletant *La Paille et le grain* je suis tombé sur cette chronique du 29 mai 1973. Elle est intéressante, parce qu'on y perçoit et la hâte des démarches politiques et la surprenante incertitude, à cette date encore, sur l'avenir de l'Europe. Mais aussi, quel bel hommage à Willy Brandt !

Mardi 29 mai "...Sitôt rentré de Rome où, en compagnie de Robert Pontillon, Claude Estier et Ernest Cazelles, j'avais, deux jours durant, discuté avec une délégation du PSI, le sage Francesco de Martino en tête, et rencontré Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste, en route pour Bonn. Willy Brandt nous y attendait pour un entretien qui dura la matinée. Depuis la guerre je suis retourné trois ou quatre fois en Allemagne et jamais plus de trois jours, c'est-à-dire peu, fort peu. Aujourd'hui et de Gaulle absent, l'Europe se fait ou se défait autour de l'Allemagne. Brejnev était là, l'avant-veille, dans cette salle fonctionnelle où nous sommes trois maintenant à deviser avec le Chancelier, qu'assiste Egon Bahr. Nous parlons du Nixon Round. Willy Brandt est détendu. Cette Allemagne sereine, fille de Goethe et non de Wagner, a quelque chose d'athénien. Je dis au nom de mes amis en quoi elle nous inquiète.

Revenue au rang des Empires, comment s'empêchera-t-elle d'employer leur langage et de nourrir leurs rêves ? L'Allemagne grandit à mesure que notre Europe rétrécit. Ce n'est pas sa faute, évidemment. Par chance, la présence de Willy Brandt et la maturité du SPD conjureront longtemps le sort. Mais qu'en sera-t-il après les dernières retombées des bombes qu'en toute certitude Nixon lancera de Tokyo sur le monde atlantique ? Midi sonne. Il est temps de partir [...] dans l'avion du retour, qui danse sur la crête des nuages, huit mille mètres d'altitude, Emile Loo, Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement et moi échangeons nos impressions. L'un de nous dit gravement : "Brandt a toujours choisi le camp des hommes libres." Nous sommes restés silencieux. Nous habitait cette chaleur au cœur qui se nomme, dans les moments bénis, l'amitié."

F. Mitterrand, *La Paille et le grain*, chronique. Flammarion, 1975

POLLUTION DE L'AIR

Le langage des poumons

■ (jd) Les poumons des citoyens âgés sont noirs, même chez les non-fumeurs. Responsables de ce fait, mis en évidence par la dissection, les particules de poussière provenant des industries, des chauffages et des véhicules automobiles.

On parle beaucoup aujourd'hui des polluants gazeux (oxyde d'azote et anhydride sulfureux notamment). Mais il faut également mentionner les particules solides - les poussières - pour lesquelles l'Ordonnance sur la protection de l'air fixe des valeurs-limites. La présence de poussières dans l'air ne date pas d'aujourd'hui : particules de sable et de végétaux se sont toujours baladés dans l'atmosphère. La composition de ces poussières a changé et résulte actuellement en grande partie de l'activité humaine : fibres d'amiante provenant des freins des véhicules, particules de caoutchouc des pneus, particules d'hydrocarbure évacuées par les chauffages et les pots d'échappement des véhicules à moteur, métaux lourds.

Un chimiste zurichois, Urs Balten-sperger, a procédé à l'inventaire de ces poussières dans l'air de la métropole de la Limmat, et il a tenté de déterminer l'origine des différents types de particules, grâce à leur forme particulière : boules compactes pour les chauffages domestiques, éponges pour les brûleurs industriels, champignons pour les moteurs à explosion. Grâce à la méthode de Balten-sperger les hygiénistes de l'air cantonaux et communaux pourront poser rapidement un diagnostic sûr. L'application de cette technique à l'air zurichois constitue une première suisse. Parmi les découvertes intéressantes : un moteur diesel produit la même quantité de poussières que cinq moteurs à explosion classiques ; le catalyseur réduit cette quantité de 90%. La quantité émise augmente avec la vitesse du véhicule, plus que proportionnellement au-dessus de 100 km/h. La méthode peut se révéler efficace pour identifier une source locale de pollution, une entreprise ou une installation de chauffage défectueuse par exemple.

Les véhicules des transports en commun de la ville fédérale servent de support à une publicité pour le café du Nicaragua. On y trouve même la liste des détaillants qui vendent le café Nica.

"Être Suisse et pauvre, c'est possible". C'est par cette phrase que commence un article du *Messenger* de Thonon (6 mars), qui commente une étude réalisée par l'Institut d'éthique sociale de l'Université de Saint Gall, sous le titre "400 000 pauvres Suisses à l'ombre des banques".

EN BREF

Le bulletin de la Ligue suisse pour la protection de la nature propose dans son numéro d'avril un dossier sur l'eau potable. Noeud du problème : un seul réseau distribue toute l'eau consommée (ménages et industrie), alors que 7 à 8% seulement de cette quantité sont utilisés pour la boisson.

Les bons services du tertiaire

■ (yj) Deux choses que tout le monde sait du secteur tertiaire :

a) Il regroupe toutes les activités économiques qui ne sont liées ni à l'exploitation du sol ou du sous-sol (primaire : agriculture, mines, etc), ni à la transformation de l'énergie des matières premières, des (semi) produits ou des denrées de base (secondaire : industrie, artisanat).

b) Le secteur tertiaire se caractérise par un recours intensif à l'intervention des personnes : les activités de services se prêtent mal à la rationalisation, d'où une productivité relativement basse, et difficile à relever.

Rassemblement hétéroclite ...

Moyennant quoi, les économistes distingués ont tendance à se désintéresser du secteur tertiaire, rassemblement hétéroclite peu gratifiant pour l'intervention normalisatrice des technocrates. Parmi les exceptions à cette triste règle, on doit saluer l'initiative prise par la Société suisse de recherche en matière de conjoncture, qui a organisé récemment une journée d'information sur l'observation de la conjoncture dans le secteur tertiaire, en vue bien sûr de passer prochainement à l'acte ⁽¹⁾.

Belle mission en vérité. Car le secteur tertiaire a l'intéressante propriété de réagir modérément aux fluctuations conjoncturelles, ne s'emballant pas comme l'industrie, mais n'exerçant pas non plus d'effet anticyclique comme l'agriculture. Mission difficile aussi. Sauf exception (commerce), il n'y a pas dans le tertiaire de carnet de commande à dépouiller, ni de stocks à enregistrer. Sur quels critères se fonder, par-delà l'évolution des chiffres d'affaires bruts, qui ne veulent pas dire grand-chose, pour apprécier la conjoncture dans un secteur qui occupe plus de la moitié de la main-d'oeuvre totale ? A lui seul, l'emploi dans le tertiaire privé

n'autorise pas non plus une appréciation globale, ni même sectorielle. Bref il faut autant de critères, combinés de surcroît, que de genres de prestations de service.

Vu la diversité des cas, force est de trier, en éliminant successivement les services publics (enseignement, églises, administration, etc), les marchés trop dispersés (soins personnels, assurances) ou monopolistiques (transports ferroviaire et aérien, télécommunications) ainsi que les branches les plus "légères" de l'économie tertiaire, avec moins d'un pour-cent des effectifs totaux (navigation, immobilier, leasing, services domestiques). Restent huit branches, dignes d'être retenues pour un test conjoncturel administré plus d'une fois par an : commerces en gros et au détail (qui font déjà l'objet d'une enquête conjoncturelle chaque trimestre, respectivement chaque mois), restauration, garages, banques et sociétés financières, sociétés de conseil, santé / soins ambulatoires, réparation et entretien (sauf véhicules). Le secteur touristique est déjà le plus avancé - et le moins mal connu en raison de sa forte dépendance de facteurs extérieurs (terrorisme !) et de sa sensibilité conjoncturelle (dépenses d'hôtels / restaurants facilement compressibles). On attend avec impatience les résultats d'une observation rapprochée des banques, allant au-delà des bilans intermédiaires et des données non significatives à force d'être globales, comme la statistique mensuelle des "71 banques".

... mais antenne hypersensible

L'enregistrement des fluctuations conjoncturelles permet de saisir la marche des affaires à l'échelle du mois au moins, du semestre au plus. Cette observation au jour le jour des branches et entreprises d'une certaine importance permet aussi de

percevoir dès qu'elles se dessinent les mini-révolutions du court terme. Certaines d'entre elles annoncent les grands retournements de tendance dont l'opinion prend conscience beaucoup plus tard, quand leurs conséquences se manifestent sur le marché de l'emploi, l'évolution du commerce extérieur ou le taux d'inflation.

Il est temps que l'on cesse, à gauche par exemple, d'envisager le tertiaire comme une sorte de résultante des variables indépendantes que seraient les productions, agricole et industrielle. En Suisse tout particulièrement, les services financiers jouent sans doute davantage le rôle de locomotives plutôt que de tanders. On pouvait à la rigueur en dire autant des activités commerciales, au sortir (pour longtemps ?) d'une période où la demande intérieure, soit la consommation, assurait à elle seule la majeure partie de la croissance intérieure en termes réels.

Décidément, les bons services rendus par le tertiaire méritent une observation attentive. L'Institut spécialisé du Poly zurichois va s'y mettre. Jolie performance que ni l'administration fédérale, ni même le secteur bancaire ne semble pouvoir - ou vouloir - accomplir.

(1) Compte-rendu intégral dans *Konjunktur*, no 171, Zurich ETH, mars 1987.

DP Domaine PP Public

Rédacteur responsable :

Jean-Daniel Delley

Rédacteur : Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

André Gavillet

Yvette Jaggi

Charles-F. Pochon

Laurent Tchdry

Point de vue :

Jeanlouis Comuz

Abonnement :

63 francs pour une année

Administration, rédaction :

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél : 021 / 22 69 10 CCP : 10 - 15527-9

Composition et maquette :

Domaine Public

Impression :

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Encore Max et Moritz

Débat sur le droit d'asile à Table ouverte.

D'un côté, Yves Brutsch et Françoise Pitteloud - honnêteté, générosité, humanité. De l'autre, le conseiller d'Etat Philippe Pidoux et Pierre de Chastonay - esprit de chicane juridique, raison d'Etat, etc.

Je ne dis rien des ... - soyons polis : des *paralogismes* !

1. Ce que j'appellerais l'argument de l'écolier : "Mais, M'sieu, Philippe, il fait encore plus de bruit que moi !" Cela donne ceci : Allez donc voir la politique de la France, des USA, etc !

Age mental : dix ans.

2. La loi doit être respectée... Or il s'agit précisément d'édicter une nouvelle loi ou d'interpréter l'ancienne. Pétition de principes, cercle vicieux, etc.

3. "Nous" faisons beaucoup - ce qui est vrai, sans doute, pour Yves Brutsch ou Françoise Pitteloud ; moins pour MM. Pidoux ou de Chastonay.

4. Pas de réfugiés en URSS et de manière générale à l'Est ! s'écrie M. Pidoux ou de Chastonay - on a tou-

jours un peu de peine à distinguer entre Max et Moritz.

Alors là, c'est le bouquet ! Si M. Spielmann, responsable du parti du Travail, nous tenait de tels propos et s'étonnait de la chose, on comprendrait : on se dirait qu'il n'a pas les yeux en face des trous, que l'URSS est pour lui le paradis des travailleurs et donc qu'il est tout naturel qu'il s'étonne. Mais venant de la part de nos deux lascars ... Ayant à choisir entre la Suisse et l'URSS, hésiteraient-ils ? Ils nous disent que l'URSS c'est l'enfer sur terre et après ça, ils s'étonnent que les réfugiés chiliens, tamouls, etc, ne songent pas à y aller !

Ou bien, donc, ils ne savent pas ce qu'ils disent et disent n'importe quoi - ou bien ils mentent en prétendant que l'URSS est un goulag. Qu'ils choisissent en toute liberté.

5. "Pitié pour les pauvres de chez nous !" proclament-ils de manière émouvante, relayés par les deux seuls auditeurs qui paraissaient être de leur côté (et qui, sans doute, savaient, eux, de quoi ils parlaient). Or, comme le releva excellemment Françoise Pitteloud, ils ont été les

adversaires déterminés de toute disposition légale, de toute mesure qui permettrait de venir en aide aux déshérités de chez nous et de soulager leur misère, etc, etc.

J'ajouterai que, selon moi, l'intelligence et le bon sens étaient également du côté d'Yves Brutsch et de Françoise Pitteloud : on ne joue pas impunément avec la détresse ; à la longue, les persécutés, les misérables, les refoulés de tous bords finissent par en avoir assez. Ils se révoltent - d'où massacres, attentats, prises d'otages, etc.

A propos de réfugiés, je parlais la semaine passée des deux livres remarquables parus chez Favre : *Dehors* de Valérie Bory, et *Asile en Péril*, textes et photos de différents auteurs, introduit par Yvette Z'Graggen. Ajoutons-y *Le Temps des Réfugiés* (l'Aire), textes de G.-A. Chavallaz (La tradition d'asile et d'accueil), Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (65 années d'efforts en faveur des réfugiés) et Elisabeth Kopp (La Suisse et le problème mondial des réfugiés), augmenté du texte de la loi actuelle - le tout préfacé fort bien par Urs Gfeller, qui fait le point. Un livre de référence utile.

JC

FESTIVAL DU FILM DE BERLIN

Belle prestation helvétique

■ (Ity) Plus d'un mois après la clôture du 37^{ème} Festival du film de Berlin, que peut-on dire de la place qu'y occupa la production suisse ?

Tout d'abord il faut rappeler la spécificité du marché helvétique : exigüité du réseau de distribution, frais supplémentaires considérables - engagés sans être certain de la rentabilité du produit - pour le doublage ou le sous-titrage des copies. Cependant, une collaboration financière et culturelle plus étroite avec l'Allemagne et la France peut donner des résultats intéressants.

A titre d'exemple on citera *Du mich auch* de Dani Lévy, Anja Franke et Helmut Berger ou *der Flieger* de Erwin Keusch ; ces films qui furent présentés pendant le Festival font une carrière très honorable sur les écrans allemands et attestent d'un dynamisme international certain.

On peut désormais dire que, dans l'ensemble, les vieilles critiques concernant le cinéma suisse, son folklorisme et sa problématique régionale exprimée en dialecte local pour un public indigène, ne sont plus vraiment d'actualité. Le label "films suisses" est depuis des années bien présent dans les manifestations qui composent le Festival de Berlin. Fait remarquable, car beaucoup de pays ne sont jamais représentés, soit que leur production n'est pas suffisante, soit que la qualité des films laisse trop à désirer.

En compétition "courts-métrages" *Faire la fête* de Anne-Marie Miéville - financement franco-suisse - défendait les couleurs helvétiques. Pour les enfants, un film d'animation intitulé *Pinaggi* de Otmar Gutmann et trois films suisses au "Panorama":

der Ohrenwurm de Herbert Fritsch, *Ratten-Charlie* de Lisa Meier et, de Ana Simon et Louis Mouchet, *La Présence* - François Simon.

Ce dernier constitue, tant par la qualité que par la durée, l'oeuvre suisse la plus importante présentée lors du Festival. Il s'agit d'un portrait sous forme de documentaire du comédien François Simon. On y découvre les multiples aspects de la sensibilité d'un homme de théâtre (il fut le fondateur du théâtre de Carouge), le destin d'une personnalité complexe, subtile et délicate. D'autres artistes, notamment Jeanne Moreau, Paco Ibanez, Alain Tanner, suggèrent des questions, esquissent des réponses, témoignent de la richesse des émotions de ce grand personnage, décédé en 1982. Cet hommage à François Simon est un exemple probant d'une belle facture de film suisse.

Preuve que le cinéma de chez nous est exportable. Reste à souhaiter que le public suisse cesse de boudier ses réalisateurs.

Après Ringier et son *Basler Express* réalisé en direct de la Muba, c'est au tour de la *Berner Zeitung* de produire un quotidien sous les yeux du public. Pendant la foire Logic 87, on a pu voir comment se fabrique un journal entièrement informatisé, de la saisie des textes à la réalisation de la maquette. Mis à part le procédé d'impression, *BZ logic news* a paru, deux fois par jour, selon un procédé en tous points comparable à celui qu'utilise ... *Domaine Public*.

ECHOS DES MEDIAS

La reprise en mains par l'ultra conservateur zurichois Christoph Blocher ne semble pas avoir arrangé la situation du *Bündner Tagblatt*, puisque le quotidien grison a perdu 1,1 million de francs l'an dernier. Hermann Schlapp, transfuge du *Vaterland*, vient d'être nommé rédacteur en chef à titre temporaire.

Samedi 28 mars : l'émission de Michel Polac *Droit de réponse* sur les licenciements donne lieu aux habituelles prises de bec. Les représentants du patronat brillent par la rareté de leurs interventions et l'originalité de leurs arguments : l'un d'eux fracasse un verre sur la table, alors que le délégué du CNPF rappelle que des membres de la famille Michelin sont morts en déportation ... un peu court, Messieurs.

ROGER DE DIESBACH ET LE BRRI

Du journalisme à l'état pur

■ (*mam*) Depuis sa démission du *Matin* (annoncée dans DP 811), on attendait le retour de Roger de Diesbach dans les colonnes de la presse romande. C'est chose faite depuis le 1er décembre 86, date de parution du premier article produit par son bureau de reportages et de recherche d'informations (BRRI).

Curieusement, si les cinq quotidiens romands auxquels il livre ses reportages en reprennent régulièrement le 90% (rappelez-vous que les journaux utilisent en moyenne 20% de la production totale d'une agence traditionnelle comme l'ATS), à ce jour, ni *24 heures*, ni la *Tribune de Genève*, ni le *Pays*, ni la *Liberté*, ni le *Courrier* n'ont tenté d'intéresser leurs lecteurs au fonctionnement de cette agence, exemplaire sur bien des points.

Elle est née d'un désir : celui de "revaloriser" en quelque sorte la profession de journaliste en donnant plus de place aux enquêtes approfondies. Roger de Diesbach fut en son temps un des créateurs du service "reportages" de l'ATS, une expérience qui tourna court.

Les agences de presse traditionnelles ne laissent que très peu de place au journalisme d'investigation, obligées qu'elles sont de "couvrir" l'ensemble de l'actualité. La vocation du BRRI est tout autre : il ne veut pas nécessairement être le premier à publier une information, il se donne parfois du recul par rapport aux quotidiens, un temps d'observation pour mieux comprendre.

Signées par leurs auteurs, les informations qu'il fournit ne se veulent pas neutres ; il a pour ambition de faire savoir ce qui se passe dans ce pays et de le faire comprendre. C'est ainsi que, ces dernières semaines, le BRRI s'est intéressé, par exemple, aux vraies raisons de l'échec de la candidature Bernasconi à la Commission fédérale des banques, aux ventes d'armes suisses au Pakistan, aux "papiers secrets" qui ont circulé à la conférence sur l'asile de Gerzensee ou à la vigoureuse reprise en main du *Giornale del Popolo* (son seul client tessinois) par le nouvel évêque de Lugano.

Sujets volontairement provocateurs ? R. de Diesbach reguise toute filiation partisane : "à chaque enquête que tu fais correspond une étiquette qu'on te colle. Le journaliste qui a dans le dos une centaine d'étiquettes différentes se sent relativement équilibré. Je suis foncièrement dé-

mocrate. J'estime que la démocratie est une chose assez solide pour supporter une plus grande transparence. La presse est un moyen de rendre la démocratie transparente, encore faut-il l'utiliser, ce qu'on ne fait pas assez en Suisse".

Le ton est donné. Les ambitions du BRRI ne se limitent d'ailleurs pas à la Suisse romande : les articles sont systématiquement traduits et adaptés en allemand pour être proposés à huit quotidiens d'Outre Sarine. Cette partie du travail est peu rentable pour l'instant : 25% seulement des "papiers" paraissent effectivement dans la presse alémanique. "Un style et une relation de confiance restent à trouver" avoue de Diesbach.

Autre aspect intéressant, le BRRI conçoit le "scoop" d'une manière particulière : il offre aux journaux de publier, avec mention exacte des sources, toute information exclusive qui lui serait adressée avant parution. Ce système fonctionne déjà aux Etats-Unis et en Suisse alémanique et présente de nombreux avantages : ayant lu un résumé du scoop dans d'autres journaux, les lecteurs vont se précipiter sur celui qui détient la version intégrale. Ainsi, tout le monde est gagnant.

Le succès rapide du BRRI dans la presse romande prouve qu'il y a encore de la place pour le journalisme d'investigation en Suisse. Son fondateur est plutôt optimiste quant à l'avenir : ayant démarré seul avec un stagiaire, Roger de Diesbach vient d'engager Jane-Lise Schneeberger, ancienne chef du service international de l'ATS. Elle se chargera des "relations extérieures" du BRRI, soit de produire des articles qui puissent intéresser la presse étrangère.

Le BRRI, "à l'écoute de ceux qui n'ont guère de moyens de se faire entendre", achète également des informations originales à des journalistes libres ou à des confrères qui auraient été censurés dans leurs propres médias. Si R. de Diesbach parvient à gagner son pari, il créera dans un an une SA qui doit rester entre les mains de ceux qui y travaillent. "Mon idéal serait que ce 'truc' devienne l'agence des journalistes suisses". On voit d'ici l'intérêt pour l'ensemble de la presse et pour le public d'avoir un canal d'information qui ne soit ni la propriété des éditeurs ni celle des annonceurs, mais tout simplement celle des journalistes.